

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/203189]

24 MAI 2017. — Arrêté du Gouvernement modifiant le décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises et l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE), *J.O.U.E.*, L 187/1 du 26 juin 2014;

Vu le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis;

Vu le décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, l'article 2, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 21 novembre 2016;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 21 décembre 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 septembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 septembre 2016;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 31 mars 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'en vertu de l'article 2, § 2, du décret du 10 avril 2003 précité, le Gouvernement wallon est habilité à adapter le décret en vue d'en assurer la conformité aux articles 87 et suivants du Traité instituant la Communauté européenne, devenus articles 107 et suivants du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ainsi qu'aux normes dérivées du droit communautaire;

Considérant, que les Règlements (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sont entrés en vigueur respectivement le 1^{er} janvier 2014 et le 1^{er} juillet 2014 et qu'ils s'appliquent d'office aux régimes d'aides qui y font référence;

Sur la proposition de la Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modificatives du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises*

Art. 2. A l'article 2, § 1^{er}, du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, modifié par les décrets des 6 novembre 2008, 10 décembre 2009 et 20 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 2^o, les mots "l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (*J.O.U.E.*, L 214, 9 août 2008, p. 3)" sont remplacés par les mots "l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (*J.O.U.E.*, L 187/1 du 26 juin 2014)";

b) dans le 3^o, les mots "l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 précité", sont remplacés par les mots "l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission, précité".

Art. 3. Dans l'article 3 du même décret, les mots "Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité" sont remplacés par les mots "Règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission précité ainsi qu'au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis (*J.O.U.E.*, L. 352 du 24.12.2013, p. 1".

Art. 4. Dans l'article 8, § 2, alinéa 4, du même décret, les mots "39.4 du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008, précité." sont remplacés par les mots "31.3 du Règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission précité."

Art. 5. Dans l'article 9 du même décret, les mots "39 du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 précité." sont remplacés par les mots "31. 4 et 5 du Règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission précité."

Art. 6. A l'article 12 du même décret, modifié par le décret du 20 février 2014 les modifications suivantes sont apportées :

1° à la phrase liminaire de l'alinéa 1^{er}, les mots "au sens de l'article 2, e. du Règlement C.E." sont supprimés;

2° l'alinéa 1^{er}, 3°, abrogé par le décret du 20 février 2014 est rétabli comme suit :

« être soit :

a) une formation qui remplit les conditions visées à l'article 31 du Règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission, précité;

b) une formation en vue de se conformer aux normes nationales obligatoires en matière de formation, conformément au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013, précité. »

Art. 7. A l'article 16 du même décret, modifié par le décret du 14 juin 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 2, les mots "87, § 3, points a et c, du traité CE" sont remplacés par les mots "107, § 3, a) et c) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

2° au paragraphe 5, les mots "2.f. et 4.2. du Règlement C.E. n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 précité." sont remplacés par les mots "2.26. et 31.2. du Règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission, précité."

Art. 8. Dans l'article 17, § 1^{er}, alinéa 2, les mots "4.7. du Règlement C.E. n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 précité;" sont remplacés par les mots "31.3 du Règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission, précité."

Art. 9. Dans l'article 25, alinéa 2, du même décret, les mots "7.3. du Règlement C.E. n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 précité;" sont remplacés par les mots "11 du Règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission précité,".

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises*

Art. 10. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises est complété comme suit :

« 10° le Règlement de minimis : le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis (*J.O.U.E.*, L. 352 du 24 décembre 2013, p. 1);

11° le R.G.E.C. : le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (*J.O.U.E.*, L 187/1 du 26 juin 2014);

12° l'entreprise en difficulté : l'entreprise telle que visée aux articles 1.4.c l'article 2.18 du R.G.E.C.;

13° les secteurs exclus :

a) conformément à l'article 1^{er}, du Règlement de minimis :

1/ le secteur de la pêche et l'aquaculture (code NACE-BEL 2008 : 03.);

2/ le secteur de la production primaire de produits agricoles (code NACE-BEL 2008 : 01.1 à 01.5);

3/ le secteur de la transformation et de la commercialisation de produits agricoles lorsque :

- le montant d'aide est fixé sur la base du prix ou de la quantité des produits de ce type achetés à des producteurs primaires ou mis sur le marché par les entreprises concernées;

- l'aide est conditionnée au fait d'être partiellement ou entièrement cédée à des producteurs primaires;

b) conformément à l'article 1.2.c. du R.G.E.C. : le secteur de l'exportation vers des pays tiers ou des Etats membres, c'est-à-dire aux aides directement liées aux quantités exportées et aux aides servant à financer la mise en place et le fonctionnement d'un réseau de distribution ou d'autres dépenses courantes liées à l'activité d'exportation. »

Art. 11. L'article 5, alinéa 3, du même arrêté, est complété par les mots suivants :

« et qui n'est pas une entreprise en difficulté, une entreprise faisant l'objet d'une injonction de récupération non exécutée, émise dans une décision antérieure de la Commission déclarant des aides illégales et incompatibles avec le marché intérieur, exception faite des régimes d'aides destinés à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles ou une entreprise faisant partie des secteurs exclus. »

Art. 12. L'article 5 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Par formations en vue de se conformer aux normes nationales obligatoires en matière de formation, il faut entendre des formations rendue obligatoires par une loi, un décret, un arrêté royal ou un arrêté du Gouvernement wallon applicable en région de langue française.

Ces formations sont soumises au Règlement de minimis.

La Ministre informe le porteur de projet ou l'entreprise du caractère de minimis des aides aux formations qui tombent sous le champ d'application du Règlement de minimis.

Tant qu'une source authentique de données sur les aides de minimis n'est pas instituée, l'entreprise fournit à la Ministre, selon les modalités qu'il détermine, des informations complètes sur les aides de minimis, autres que celle visée par le présent arrêté, qu'elle a reçues. »

Art. 13. Dans l'article 19, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, les mots "4.7 du Règlement C.E. n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 relatif aux coûts éligibles" sont remplacés par les mots "31.3 du R.G.E.C. ou du Règlement de minimis."

Art. 14. Dans l'article 19, § 1^{er}, alinéa 3, du même arrêté, les mots "Règlement C.E. n° 68/2001" sont remplacés par les mots "R.G.E.C. ou du Règlement de minimis."

Art. 15. Dans l'article 26, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, du même arrêté, les mots "4.7. du Règlement C.E. n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 relatif aux coûts éligibles;" sont remplacés par les mots "31.3 du R.G.E.C.;"

Art. 16. Dans l'article 27, § 1^{er}, alinéa 4, du même arrêté, les mots "Règlement C.E. n° 68/2001." sont remplacés par les mots "R.G.E.C."

Art. 17. Dans l'article 34 du même arrêté, les mots "7 du Règlement C.E. n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité C.E. aux aides à la formation." sont remplacés par les mots "11 du R.G.E.C."

Art. 18. La Ministre de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 mai 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/203189]

24 MEI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn en het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard (Voor de EER relevante tekst), *Publicatieblad van de Europese Unie*, L 187/1, van 26 juni 2014;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun;

Gelet op het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn, artikel 2, § 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 21 november 2016;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 21 december 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 september 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 september 2016;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 31 maart 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat krachtens artikel 2, § 2, van het voornoemd decreet van 10 april 2003, de Waalse Regering ertoe gemachtigd is om het decreet aan te passen opdat dit decreet kan voldoen aan de artikelen 87 en volgende van het Verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap, dat de artikelen 107 en volgende zijn geworden van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie alsmede aan de normen die uit het communautaire recht voortvloeien;

Overwegende dat Verordeningen (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun en (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard in werking zijn getreden respectievelijk op 1 januari 2014 en 1 juli 2014 en dat ze ambtshalve van toepassing zijn op de steunregelingen die ernaartoe verwijzen;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn*

Art. 2. In artikel 2, § 1, van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn, gewijzigd bij de decreten van 6 november 2008, 10 december 2009 en 20 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 2°, worden de woorden "bijlage I bij Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (*Publicatieblad van de Europese Unie*, L 214/3, van 9 augustus 2008, blz. 3)" vervangen door de woorden "bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard (*Publicatieblad van de Europese Unie*, L 187/1, van 26 juni 2014)";

b) in punt 3°, worden de woorden "bijlage I bij voornoemde Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008" vervangen door de woorden "bijlage I bij voornoemde Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014".

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde decreet, worden de woorden "Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard" vervangen door de woorden "voornoemde Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 en Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun (*Publicatieblad van de Europese Unie*, L 352 van 24.12.2013, blz. 1)".

Art. 4. In artikel 8, § 2, vierde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "39.4 van Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 voorvermeld" vervangen door de woorden "31.3 van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 voorvermeld."

Art. 5. In artikel 9, van hetzelfde decreet worden de woorden "39 van Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 voorvermeld" vervangen door de woorden "31. 4 en 5 van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 voorvermeld."

Art. 6. In artikel 12 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de inleidende zin van het eerste lid, worden de woorden "in de zin van artikel 2, e. van de verordening E.G." geschrapt;

2° het eerste lid, 3°, opgeheven bij het decreet van 20 februari 2014 wordt hersteld als volgt :

« hetzij :

a) een opleiding zijn die de voorwaarden vervult bedoeld in artikel 31 van voornoemde Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014;

b) een opleiding zijn om zich te schikken naar de verplichte nationale normen inzake opleiding, overeenkomstig voornoemde Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013."

Art. 7. In artikel 16 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 14 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, worden de woorden "87, § 3, a en c, van het EG-Verdrag" vervangen door de woorden "107, § 3, a) en c) van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie";

2° in paragraaf 5, worden de woorden "2.f. en 4.2. van de Verordening EG nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 voorvermeld." vervangen door de woorden "2.26 en 31. 2 van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 voorvermeld."

Art. 8. In artikel 17, § 1, tweede lid, worden de woorden "4.7. van de Verordening EG nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 voorvermeld." vervangen door de woorden "31.3 van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 voorvermeld."

Art. 9. In artikel 25, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "7.3. van de Verordening EG nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 voorvermeld" vervangen door de woorden "11 van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 voorvermeld".

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn*

Art. 10. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn wordt aangevuld als volgt :

« 10° de minimis-Verordening : Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun (*Publicatieblad van de Europese Unie*, L 352 van 24 december 2013, blz. 1);

11° de "R.G.E.C.": Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard (*Publicatieblad van de Europese Unie*, L 187/1, van 26 juni 2014);

12° de onderneming in moeilijkheden: de onderneming zoals bedoeld in de artikelen 1.4.c van artikel 2.18 van de "R.G.E.C.";

13° de uitgesloten sectoren :

a) overeenkomstig artikel, van de minimis-Verordening :

1/ de sectoren visserij en aquacultuur (code NACE-BEL 2008 : 03.);

2/ de sector van primaire productie van landbouwproducten (code NACE-BEL 2008 : 01.1 à 01.5);

3/ de sector van de verwerking en de afzet van landbouwproducten wanneer:

- het steunbedrag wordt vastgesteld op basis van de prijs of de hoeveelheid van dergelijke van primaire producenten afgenomen producten die door de betrokken ondernemingen op de markt worden gebracht;

- de steun afhankelijk wordt gesteld van de verplichting deze steun geheel of ten dele aan primaire producenten door te geven

b) overeenkomstig artikel 1.2.c. van de "R.G.E.C.": de uitvoersector van derde landen of lidstaten waaronder wordt verstaan steun die rechtstreeks is gerelateerd aan de uitgevoerde hoeveelheden en steun die moet dienen voor de financiering van de oprichting en exploitatie van een distributienet of voor andere lopende uitgaven in verband met werkzaamheden inzake de uitvoer."

Art. 11. Artikel 5, derde lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« en die geen onderneming in moeilijkheden is, een onderneming die het voorwerp uitmaakt van een niet-uitgevoerd bevel tot invordering krachtens een vorig besluit van de Commissie waarbij steun onwettig en onverenigbaar met de interne markt verklaard wordt, met uitzondering van de steunregelingen die de door sommige natuurrampen veroorzaakte schade moeten verhelpen of een onderneming die deel uitmaakt van de uitgesloten sectoren. »

Art. 12. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

« Onder opleiding om zich te schikken naar de verplichte nationale normen inzake opleiding, dient men de opleidingen te verstaan die door een wet, een decreet, een koninklijk besluit of een besluit van de Waalse Regering van toepassing in het Franse taalgebied opgelegd worden.

Deze opleidingen worden aan de minimis-Verordening onderworpen

De Minister brengt de projectdrager of de onderneming op de hoogte van het de minimis-karakter van de steun voor de opleidingen die onder het toepassingsgebied van de minimis-Verordening vallen.

Zolang een authentieke gegevensbron over de-minimissteun niet is ingesteld, verstrekt de onderneming aan de Minister, volgens de modaliteiten die hij bepaalt, volledige informatie over de ontvangen de-minimissteun, andere dan die in dit besluit is opgenomen. »

Art. 13. In artikel 19, § 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn, worden de woorden "4.7. van Verordening EG 68/001 van de commissie van 12 januari 2001 betreffende de in aanmerking komende kosten" vervangen door de woorden "31.3 van de R.G.E.C. of van de minimis-Verordening."

Art. 14. In artikel 19, § 1, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "Verordening EG nr. 68/2001" vervangen door de woorden "de R.G.E.C. of van de minimis-Verordening."

Art. 15. In artikel 26, § 2, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden "4.7. van Verordening EG 68/001 van de commissie van 12 januari 2001 betreffende de in aanmerking komende kosten" vervangen door de woorden "31.3 van de R.G.E.C.;".

Art. 16. In artikel 27, § 1, vierde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "Verordening EG nr. 68/2001" vervangen door de woorden "de R.G.E.C."

Art. 17. In artikel 34 van hetzelfde besluit worden de woorden "7 van Verordening EG nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de opleidingssteun." vervangen door de woorden "11 van de R.G.E.C."

Art. 18. De Minister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 mei 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
E. TILLIEUX